

que nos idéaux soient assortis d'actes qui défendent les intérêts de la nation.

Tout en favorisant les objectifs qui visent les échanges et les communications internationaux, il faudra s'assurer que les intérêts du Canada recevront toute l'attention voulue.

On a fait de vagues allusions à une guerre économique, comme si le Canada avait tiré le premier coup de canon. Une telle guerre, s'il en est, a été engagée par les États-Unis. L'initiative des Américains visant à protéger leur économie a semé le désordre dans le monde. Si une guerre économique en résultait, il ne faudrait pas s'en prendre au Canada ni à d'autres pays. Elle aura été provoquée par l'initiative des États-Unis qui en seront responsables. Nous ignorons encore les conséquences qui découleront de toutes ces décisions. L'état d'esprit mondial est extrêmement tendu et il ne faut pas minimiser le péril. Il est cependant tout à fait insensé que notre gouvernement manifeste un optimisme naïf en prétendant que la situation n'est pas mauvaise et qu'il s'abstienne d'adopter des mesures appropriées de peur de déclencher une guerre économique. Demandez-vous comment vous réagiriez vous-mêmes devant les intimidations d'une brute? Croyez-vous qu'elle tiendrait compte du fait que vous êtes docile et lui diriez-vous qu'elle ne vous fait pas tellement mal en espérant qu'elle s'en irait importuner quelqu'un d'autre? Ou prendriez-vous l'attitude suivante: «Si vous voulez vous battre, nous avons des armes à notre disposition et, si vous voulez engager une guerre commerciale à l'échelle mondiale, ne soyez pas surpris que les autres pays réagissent et vous rende la monnaie de votre pièce.»

La seule façon de mettre fin à ce genre de situation est de prendre une attitude ferme. C'est ce que devrait faire le Canada parce que, simplement à nous tordre les mains, nous ne convainçons pas certaines des têtes fortes américaines que leur politique ne marche pas. Les protectionnistes américains n'en seront convaincus que lorsqu'ils verront qu'il n'est pas dans leur intérêt de prendre des mesures de ce genre. Nous, du Canada, devons leur démontrer hors de tout doute qu'il n'est pas dans l'intérêt des États-Unis d'amorcer une guerre commerciale. Nous ne l'avons pas fait, et il est important pour nous de le faire même si nous ne le voulons pas. Après tout, nous n'aimons pas agir de la sorte. Nous n'avons pas l'habitude de jouer les durs. Nous ne voulons compter que des amis. Nous voulons être des gens aimables. Voilà qui est bien; c'est une des qualités des Canadiens. Mais ce n'est pas le comportement qui convient en ce moment, car les gens aimables ne l'emportent pas toujours. Je crois que pour une fois, nous devrions laisser voir l'autre côté de notre caractère, à savoir, la ténacité des habitants de ce pays, et leur empressement à défendre leurs intérêts.

Rien ne prouve que la diplomatie tranquille ait donné de grands résultats. Il est arrivé, lorsque des Canadiens ont essayé d'élever la voix dans le silence de la diplomatie tranquille, qu'on les a humiliés. N'en prenons pour preuve que l'humiliation infligée par le président Johnson à un certain premier ministre du Canada qui avait osé élever la voix, encore que très modérément et très poliment, contre la politique des États-Unis. Ce fut une occasion déplorable, que je trouve extrêmement déplaisante, et que nous aurions pu éviter. Le Canada n'a nullement besoin de se mettre dans cette situation.

Permettez-moi d'ajouter autre chose, monsieur l'Orateur. Il n'y a aucun doute, quant à moi, et je suis sûr que la plupart de mes confrères pensent comme moi, que nous sommes chanceux à certains égards de vivre tout près des États-Unis. Comme les autres pays, les États-Unis ont leurs défauts, mais les Américains n'en demeurent pas moins un grand peuple. Si j'avais à choisir mes voisins, j'opterais tout autant pour les États-Unis. À l'instar de beaucoup de Canadiens je compte de nombreux amis dans ce pays. Il existe beaucoup d'échanges et de relations mutuelles entre nos deux pays. Il est indiscutable, je crois, que nous sommes de bons voisins. Nous partageons un continent et nous avons une frontière commune. Des liens culturels et beaucoup d'autres facteurs nous rattachent. Cependant, le bon voisinage ne nous oblige pas à être mous lorsque nos intérêts sont compromis, car cela n'aide pas les choses. Même les bons voisins ont des disputes et celles que nous avons actuellement avec nos voisins du sud sont très sérieuses. Je crois qu'on ne nous a pas bien traités. Même si nous, Canadiens, cherchons à comprendre les problèmes des Américains, ceux-ci n'ont pas tenu compte des nôtres et ne nous ont pas accordé le traitement équitable que nous étions en droit d'attendre.

Le ministre des Finances (M. Benson) s'est vanté du fait que le Canada avait une industrie spécialisée. Il l'a dit avec une certaine fierté. J'ai relu sa déclaration et constaté qu'il avait parlé d'une industrie de spécialisation. Oui, le Canada est une source de matières premières, non seulement pour les États-Unis mais aussi, maintenant, pour le Japon. Oh! notre pays est très spécialisé, comme le sont les républiques de bananes. Je n'aime pas ce genre de spécialisation. Si le ministre veut parler de notre industrie de fabrication, il n'a pas à se vanter de notre spécialisation car notre industrie a les pires structures qui soient au monde. Et cela, à cause de la mainmise étrangère dans la plupart de ses secteurs. Il n'y a pas de quoi se vanter. Ce que le ministre déclare ne fait qu'accentuer la différence entre l'univers dans lequel il vit et le monde de la réalité et de ses problèmes dont nous parlons aujourd'hui. Étant donné la situation et les problèmes suscités par le protectionnisme américain, dans quelle mesure le bill à l'étude pourra-t-il être efficace? A quoi peuvent servir les propositions que nous présente le gouvernement?

• (3:20 p.m.)

Trois grandes difficultés se posent, d'après moi. Il y en a d'autres, mais je ne parlerai que de ces trois-là. La première, c'est que nous remettons à plus tard l'examen véritable de nos problèmes, à plus tard les efforts pour y trouver les solutions voulues. Quand on pense que dans la situation critique où nous nous trouvons, tout ce qui préoccupe le gouvernement, c'est d'assurer environ 80 millions de dollars sous forme d'indemnisation, c'est ridicule. Comme le disait un journaliste au moment où j'entrairais à la Chambre aujourd'hui, pourquoi ne pas donner tout simplement les 80 millions de dollars aux Américains? Nous mettrions fin à toutes nos inquiétudes et nous nous épargnerions l'établissement d'une commission.

C'est ridicule de s'imaginer que 80 millions de dollars vont nous permettre de résoudre le problème. Nous ne savons pas de quelle façon va s'appliquer la formule. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) lui-même ne le sait pas. Il a parlé d'une manière très vague.